

# **Pour en finir avec l'UE capitaliste et l'euro, la solution n'est pas un « processus constituant », mais l'Europe socialiste, donc des gouvernements des travailleurs !**

Une récente étude de Natixis (<http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=66607>) distingue les trois issues possibles à la crise de la zone euro :

- (1) l'appauvrissement des pays du Sud qui ferait disparaître leur déficit commercial extérieur ;
- (2) la mise en place de transferts des pays de l'Europe du Nord vers ceux du Sud ;
- (3) l'explosion de l'euro.

Pour les gouvernements bourgeois de l'UE, l'option (3) est le scénario de l'horreur : l'explosion de l'euro impliquerait la dévaluation des monnaies des pays de l'Europe du Sud et un défaut de paiement sur leur dette libellée en euros. La crise prendrait alors un tour dramatique : vague de faillites bancaires et effondrement économique.

L'option (1), suivie aujourd'hui, correspond aux intérêts des bourgeoisies les plus puissantes de l'UE. Merkel et Hollande imposent aux prolétaires grecs la baisse des salaires et les coupes dans les dépenses publiques, afin que la Grèce continue à rembourser les banques et les États allemands et français. C'est aussi l'intérêt des bourgeoisies de l'Europe du Sud qui comptent sur la baisse des salaires pour augmenter leurs taux de profit. Le TSCG matérialise cet intérêt commun des bourgeoisies à réduire le niveau de vie des prolétaires en renforçant le pouvoir des institutions européennes sur les États parfois trop faibles face à un prolétariat remuant.

L'option (2) est défendue par les intellectuels sociaux-démocrates et les principales forces antilibérales. Il faudrait réformer l'UE avec un mécanisme de transferts budgétaires allant des territoires les plus riches vers les plus pauvres. Cette vision est utopique puisqu'elle ne correspond pas à l'intérêt des bourgeoisies les plus puissantes de l'UE. Néanmoins, si les résistances des travailleurs/ses se développent et limitent l'abaissement possible des salaires, les bourgeoisies pourraient aller plus loin dans le sens d'un fédéralisme budgétaire, combinant les options (1) et (2) pour maintenir l'euro.

Nous n'avons rien à attendre de ces options. La monnaie unique est conjointement une arme de la bourgeoisie contre le prolétariat et un instrument des bourgeoisies les plus puissantes au détriment des plus faibles. Le développement de la lutte de classe fragilise le cadre de l'euro et pourrait mener à son explosion : il est absurde de vouloir simultanément défendre les intérêts des travailleurs et sauver l'euro. Conjuguer les deux, c'est se positionner abstraitement du côté des travailleurs et concrètement du côté des capitalistes, puisque le maintien de l'euro impose de contenir les luttes dans certaines limites (rôle des bureaucraties syndicales) et de perfectionner les institutions de l'UE.

En tant qu'anticapitalistes, nous devons assumer un projet de rupture avec l'UE et sa monnaie. Bien sûr, l'explosion de l'euro ne constitue pas la chair de notre projet politique. Si le développement de la lutte des classes y conduisait, une issue communiste révolutionnaire ne serait pas automatique. Des régimes autoritaires pro ou anti-UE pourraient être une issue tragique à la montée des luttes. Néanmoins, le refus d'articuler notre projet politique avec la rupture avec l'UE nous condamne soit à diluer notre projet politique pour le rendre UE-compatible, soit à défendre abstraitement un projet « anticapitaliste » incapable de convaincre. Cela nous discrédite et laisse l'extrême droite incarner seule l'option (3) de « rupture » avec le système. Bien sûr, nous devons critiquer l'impasse d'une sortie de l'euro dans un cadre capitaliste et tout particulièrement la démagogie d'extrême droite qui tente de s'appuyer sur le discrédit de l'UE dans le prolétariat pour distiller son poison raciste et son nationalisme réactionnaire. La racine de la crise réside dans les contradictions du capitalisme et une sortie de l'euro sans remise en cause de celui-ci entraînerait faillites, licenciements et baisse du niveau de vie des masses.

Mais exiger, comme le fait l'actuelle majorité du parti, un processus constituant au niveau de l'UE pour rompre avec les traités de l'UE et avancer vers une Europe socialiste est absurde. Un tel processus ne ferait que légitimer et renforcer les institutions bourgeoises (réformées ou non) de l'UE. La médiation vers une Europe socialiste n'est pas la « démocratisation » de l'Europe, mais la mise en place de gouvernements des travailleurs issus des mobilisations, rompant avec l'UE et se coordonnant entre eux. Il faut en effet poser la question du pouvoir de façon concrète. Si les luttes en Europe sont combinées, le mouvement ouvrier n'est pas organisé au niveau européen, mais au niveau national. Elles ne pourraient pas déboucher directement sur la mise en place d'un gouvernement des travailleurs à l'échelle de l'Europe. Le ou les premiers gouvernements des travailleurs ne pourront que rompre avec les institutions

nationales et européennes et s'engager dans la voie d'une révolution qui s'étende en Europe. Il ne s'agit ni de sortir de l'euro puis de sortir du capitalisme, ni de sortir du capitalisme puis de sortir de l'euro. Ce serait un processus conjoint : sortie anticapitaliste de l'euro, rupture avec les institutions bourgeoises nationales, expropriation des grands groupes capitalistes, monopole bancaire entre les mains des travailleurs, suppression des marchés financiers, monnaie socialiste inconvertible...

Ludovic (comité ENS Paris, CPN), Sylvain (comité Paris 14<sup>ème</sup>, secrétariat 75, GTE)